



ARRÊTE MUNICIPAL

« PORTANT AUTORISATION TEMPORAIRE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC POUR L'INSTALLATION D'UN ECHAFAUDAGE AVENUE ANATOLE FRANCE A VILLENEUVE-SAINT-GEORGES 94190 »

2024 - A - ST 069

Le Maire de Villeneuve-Saint-Georges,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2213-6, et les articles L.2213-1 à L.2213-2

VU le Code de la Route et notamment son article R.417-10

VU le Code de la Voirie Routière et plus particulièrement son article L.113-2,

VU le Code de l'urbanisme, notamment l'article R.431-13,

VU la délibération n° 23.4.10 du Conseil Municipal en date du 22 Juin 2023, relative aux tarifs municipaux pour la période 2023-2024

VU l'ensemble des divers arrêtés municipaux réglementant le stationnement de toute nature avenue Anatole France,

CONSIDERANT la demande de l'entreprise « CET Rénovation » 180 rue Gloriette à Brie Comte Robert 77170 pour l'occupation du domaine public pour un échafaudage afin de réaliser des travaux de façades sur une maison pour Mme Joy Christine au 35 avenue Anatole France à Villeneuve-Saint-Georges,

ARRÊTE

Article 1er : L'entreprise est autorisée à installer sur le domaine public, un échafaudage sur le trottoir au droit du 35 avenue Anatole France et ceci sur une surface totale de 8,82 m et faisant saillie sur une largeur de 0.70 m.

L'échafaudage sera mis en place du mercredi 17 avril 2024 au vendredi 26 avril 2024.

Article 2 : Du mercredi 17 avril 2024 au vendredi 26 avril 2024, de 08h00 à 18h00, le stationnement des véhicules de toutes natures sera interdit et considéré comme gênant au droit du 35 avenue Anatole France afin de permettre la pose et la dépose de l'échafaudage.

Article 3 : L'autorisation accordée à l'article 1^{er} est donnée sous réserve des paiements des droits de voirie fixés par la délibération n° 23.4.10 du Conseil Municipal en date du 22 Juin 2023, s'élevant à 2,00 € par jour et par mètre carré du 1^{er} au 7^{ème} jour et 2,50 € par jour et par mètre-carré à compter du 8^{ème} jour, soit 105,35€ pour la période concernée et pour ces 7 m2 d'échafaudage. La totalité de la somme sera due, même en cas de retrait anticipé de celui-ci.

Article 4 : Le présent arrêté sera affiché à chaque extrémité du chantier.

Article 5 : L'entreprise sous sa responsabilité, mettra en place une signalisation appropriée conforme à la réglementation en vigueur afin d'avertir les usagers de l'occupation du domaine public.

Accusé de réception en préfecture
094-219400785-20240415-2024-A-ST-069-AR
Date de réception préfecture : 18/04/2024

Article 6 : Le pétitionnaire devra impérativement mettre en place des barrières de sécurité, ainsi qu'un filet de protection afin d'éviter toute gêne et projection de matériaux, aménager deux passages sécurisés pour la déviation des piétons. L'échafaudage sera convenablement signalé et visible de jour comme de nuit. Le pétitionnaire veillera également au démontage et au stockage des candélabres présents sur le trottoir ainsi que des plots et des barrières.

Article 7 : Le chantier terminé, les lieux seront convenablement nettoyés. Toute dégradation sera réparée à la charge du pétitionnaire, les lieux étant restitués dans leur structure initiale (enrobés rouge du trottoir, candélabres, plots et barrières).

Article 8 : L'application des arrêtés municipaux réglementant le stationnement des véhicules de toute nature sera suspendue, avenue Carnot aux dates définis à l'article 2 du présent arrêté.

Article 9 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application Télé recours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr .

Article 10 : Madame la Directrice Générale des Services, Madame le Commissaire de Police, Monsieur le Chef du Service de la Police Municipale et les agents placés sous leurs ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Article 11 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

Madame la Commissaire de Police,
Monsieur le Responsable des Sapeurs-Pompiers de Villeneuve-Saint-Georges,
Monsieur le Chef de Service de Service de la Police Municipale
L'entreprise CET Rénovation
Service Finances (recettes)

Fait à Villeneuve-Saint-Georges, le **15 AVR. 2024**

Monsieur le Maire


Philippe GAUDIN